

Une manifestation à Paris pour sauver le soldat ONF

L'Office national des forêts donne rendez-vous dans la capitale pour sauver ses emplois et ses missions en faveur de la forêt

L'inquiétude et la colère ne datent pas d'aujourd'hui. Depuis 2019, le personnel de l'ONF tire la sonnette d'alarme sur la situation de l'Office : un déficit structurel qui dépasse les 70 millions d'euros, un endettement d'un demi-milliard, 5 000 emplois supprimés en vingt ans et voilà que dans le nouveau contrat État/ONF 2021-2025, l'État prévoit d'en balayer 500 de plus.

Si le malaise s'enkyste, en deux ans « la situation a néanmoins évolué », estiment les syndicats : « Notre travail syndical a payé car aujourd'hui, nous avons une convergence importante des forces qui manifestent leur attachement à cette institution : au-delà des personnels de l'Office, nous mobilisons une majorité des 11 000 communes

forestières, sans compter que la Convention citoyenne pour le climat a préconisé un renforcement de nos missions et la fin des suppressions de postes. Même préconisation de la part de la députée LREM Anne-Laure Cattelot, dans son rapport au Premier ministre, puis, plus récemment dans une tribune signée de 75 députés », souligne Philippe Canal, porte-parole de l'intersyndicale public privé des personnels de l'ONF.

Transformation des activités

Une convergence qui amène les 8 400 fonctionnaires et salariés de droit privé de l'Office à lancer un appel à manifester, aujourd'hui, devant le siège de l'ONF à Paris, en espérant que ladite convergence sera visible.

Il s'agit ici de demander une

renégociation du contrat de l'ONF avec l'État, pour que « ses personnels puissent mettre en œuvre une gestion pleinement multifonctionnelle des forêts, conformément à l'intérêt des populations ».

Car ce qui inquiète depuis plusieurs années, « c'est la transformation des activités de l'Office vers des activités concurrentielles (mobilisation, livraison et commercialisation du bois, expertise conseil sur l'arbre en ville, travaux en et hors forêt) au détriment de ses missions régaliennes de protection des massifs contre le dépérissement, contre le réchauffement climatique, contre l'augmentation des risques incendie, ou encore la protection du littoral et de la biodiversité ».

Valérie Deymes



L'ONF a perdu 5 000 emplois en vingt ans et 500 supplémentaires devraient disparaître d'ici 2025. ARC. G. BONNAUD/"SO"